

Les évêques du Burundi dénoncent le climat de violence

La Croix, 14/9/15 Deux mois après la réélection contestée du président burundais Pierre Nkurunziza, la conférence épiscopale du pays a invité les responsables politiques à dialoguer pour rétablir la paix. « Tu ne tueras point » par ce rappel au cinquième commandement que les évêques du Burundi ont invité les habitants à s'ouvrir en faveur de la paix, alors que l'instabilité gagne le pays après la réélection contestée du président Pierre Nkurunziza le 21 août.

Dans un communiqué publié au terme de leur Assemblée plénière de septembre, les évêques soulignent la division de la population, entre ceux qui se sentent en sécurité et ceux parfois poussés à fuir à l'étranger pour sauver leur vie, rapporte l'agence vaticane Fides. ACTES CRIMINELS QUOTIDIENS Ils condamnent les actes criminels quotidiens, notamment dans la capitale Bujumbura, où certaines personnes ne dorment pas à leur domicile par crainte d'être enlevées ou tuées. Le communiqué dénonce également la situation de certains quartiers, où des habitants ne peuvent sortir de chez eux pour aller travailler ou se procurer à manger, risquant de mourir de faim. « La pauvreté menace la population et cela accroît le drame que nous vivons actuellement, attendu que certains membres de la communauté internationale semblent avoir suspendu leurs aides au Burundi », estiment les évêques burundais. « UN LANGAGE CARACTÈRE TERRORISTE » Ils déplorent également le langage « menaçant » et « tendant à diviser » des membres du gouvernement et de l'opposition. « Un langage caractéristique terroriste visant à provoquer la confrontation comme si nous étions en guerre, un langage qui sert à veiller à l'esprit de division d'un pays qui, au lieu de des accords de paix, devrait tourner la page et entreprendre la voie de la conciliation nationale », critique le communiqué. Invitant les fidèles à la prière pour la paix dans le pays, les évêques lancent aussi un appel aux acteurs de la crise politique. Ils les invitent à s'asseoir autour d'une table pour « prendre les mesures qui permettent au Burundi de redevenir un pays viable où chacun se sent libre, dans le respect réciproque ». Vendredi 11 septembre, le général Prime Niyongabo, numéro un de l'armée burundaise, a échappé à une embuscade à Bujumbura. Une semaine après son assassinat, le dimanche 2 août, d'Adolphe Nshimirimana, chef de la milice présidentielle et commandant en chef de la force armée nationale, comme le numéro deux du régime. S.B. avec Fides